

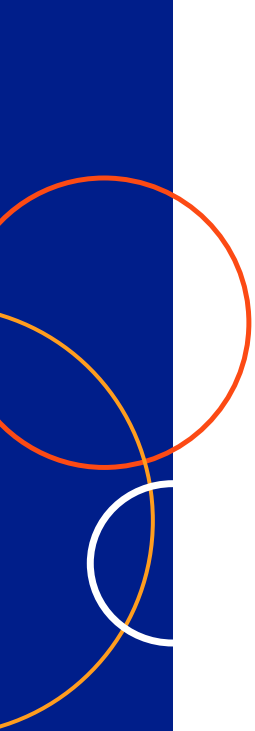


Conférence mondiale de Kettering sur la démocratie :

la solidarité au-delà des frontières

21 juillet 2025





Conférence mondiale de Kettering sur la démocratie : la solidarité au-delà des frontières

Hamilton Hotel, Washington, DC

21 juillet 2025

Auteur : Jasmine White, agence de conseil She Grows It

© 2025 by the Charles F. Kettering Foundation

Le travail de la **Fondation Charles F. Kettering** est d'inspirer et mettre en relation des individus ainsi que des organisations afin de promouvoir des démocraties prospères et inclusives à travers le monde. Nous croyons que tous les individus ont leur place et ont le droit de s'engager et de construire une démocratie qui leur convient.

En ces temps marqués par une érosion de la démocratie à travers le monde, le désir des individus d'obtenir des droits politiques et des libertés civiles persiste. La démocratie a besoin de champions interconnectés pour accompagner ses actions. Dans le cadre de son programme **La démocratie dans le monde**, la Fondation Kettering collabore avec des partenaires stratégiques du monde entier afin de protéger les droits, d'autonomiser les communautés, d'amplifier les voix marginalisées et de contrer l'influence des régimes autoritaires.

Les points de vue et opinions exprimés par les contributeurs à nos communications sont indépendants de leur affiliation à la Fondation Charles F. Kettering et ne sont pas garantis par la fondation en termes d'exactitude, d'authenticité ou d'exhaustivité. Ces déclarations ne reflètent pas les points de vue et opinions de la fondation, qui décline par la présente toute responsabilité envers toute partie pour les dommages directs, indirects, implicites, punitifs, spéciaux, accessoires ou autres dommages consécutifs pouvant survenir en relation avec les déclarations faites par un contributeur pendant son association avec la fondation ou de manière indépendante.



TABLE DES **MATIÈRES**

Conférenciers invités	2
Introduction	3
Mot d'ouverture	5
Mot d'ordre : Restaurer l'imagination démocratique	7
Table ronde : Démocratie contre autocratie	10
Table ronde : Organisation transfrontalière	16
Table ronde : Construire une démocratie inclusive	20
Mot de conclusion	26



CONFÉRENCIERS INVITÉS

Paloma Dallas, chargée de programme principal de la FK pour la démocratie dans le monde

Sharon L. Davies, présidente-directrice générale de la FK

Elyssa Feder, directrice générale, Rising Organizers

María Teresa Kumar, membre senior de la FK et présidente de Voto Latino et de la fondation Voto Latino

Steven Levitsky, chercheur principal à la FK et professeur David Rockefeller d'études latino-américaines à l'université Harvard

Alexandria J. Maloney, directrice des affaires extérieures

Koketso Moeti, membre de la bourse mondiale de la FK, militante civique et fondatrice d'amandla.mobi

Chris Muriithi, membre de la bourse mondiale de la FK, militant LGBTQ+ et fondateur de Bold Network Africa

Flávia Pellegrino, membre de la bourse mondiale de la FK et directrice exécutive de Pacto pela Democracia

Brad Rourke, chef des affaires extérieures et directeur des opérations de DC

Gábor Scheiring, membre de la bourse mondiale de la FK, universitaire et auteur de *The Retreat of Liberal Democracy*

Maria J. Stephan, co-responsable et organisatrice en chef du projet Horizons

Ivan Vejvoda, membre de la bourse mondiale de la FK, chercheur permanent et responsable du projet « Avenir de l'Europe »



INTRODUCTION

La fondation Charles F. Kettering a organisé la conférence mondiale de Kettering sur la démocratie : la solidarité au-delà des frontières le 21 juillet 2025, réunissant praticiens de la démocratie, chercheurs et activistes afin d'examiner les menaces contemporaines qui pèsent sur la gouvernance démocratique et développer des réponses stratégiques à travers une collaboration transfrontalière. Les participants, venus du Brésil, de Hongrie, du Kenya, de Serbie, d'Afrique du Sud et des États-Unis, ont abordé la nécessité urgente d'une résistance coordonnée face aux régressions démocratiques mondiales, tout en construisant des démocraties plus inclusives.

Présentation de l'événement

Ce rassemblement a abordé trois dimensions essentielles : comprendre et résister à la montée de l'autoritarisme, s'organiser au-delà des frontières pour développer des coalitions démocratiques et construire des démocraties inclusives. Le conférencier principal, Ivan Vejvoda, a présenté une perspective historique sur les transitions démocratiques, soulignant que les défis actuels impliquent de passer d'une complaisance démocratique « post-héroïque » à une période « héroïque » exigeant des sacrifices actifs. Les tables rondes ont porté sur les stratégies de résistance pratiques, les modèles de collaboration internationale et les cadres démocratiques inclusifs. Elles ont démontré l'interdépendance des luttes démocratiques mondiales tout en identifiant des tactiques concrètes pour y répondre efficacement.

Thèmes principaux

Les menaces autoritaires contemporaines s'exercent par l'intermédiaire de gouvernements élus qui entretiennent une façade démocratique tout en contrôlant systématiquement les institutions. Elles se traduisent par une politique fondée sur la peur et par la mise en place d'une coopération commerciale internationale. L'un des principaux indicateurs de l'érosion démocratique est le coût élevé des activités d'opposition légales en raison du harcèlement et des représailles. Pour réussir, la résistance nécessite une mobilisation massive et soutenue (environ 3,5 % de la population), une absence de coopération stratégique entre les différents secteurs ainsi qu'une pression internationale sur les entreprises et les institutions qui favorisent ces pratiques.

Pour être efficace, il convient de privilégier l'action collective plutôt que le courage individuel, de créer des espaces de collaboration interidéologique et de mettre en place une infrastructure de résistance durable. La collaboration internationale réussit



grâce à un apprentissage bidirectionnel plutôt qu'à un transfert unidirectionnel d'expertise, tandis que l'intégration des principes d'organisation des mouvements au sein des institutions démocratiques permet de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité démocratique.

La transformation démographique rend la démocratie inclusive stratégiquement essentielle plutôt que simplement souhaitable sur le plan moral. Les récits historiques et l'authenticité culturelle peuvent contrer efficacement les politiques d'exclusion, tandis que les principes universels de conception démontrent que les institutions inclusives profitent à tous les participants. Une résistance efficace nécessite une collaboration intersectorielle, une conscience historique et le rejet des compromis stratégiques en matière de droits qui affaiblissent les coalitions démocratiques.

Recommandations essentielles

Les institutions démocratiques doivent élaborer des plans d'organisation concrets pour faire face aux crises, accroître leur tolérance au risque et leur rapidité de réaction, et mettre en place des réseaux d'apprentissage systématiques afin de rivaliser avec les mécanismes de coordination autoritaires. Les élites doivent vaincre leur tendance à l'accommodement en reconnaissant que la préservation de la démocratie exige des sacrifices actifs de privilèges. Pour garantir un succès à long terme, il faut à la fois se défendre contre les menaces immédiates et opérer des changements institutionnels transformateurs afin de lutter contre les inégalités économiques et l'aliénation politique qui créent un terrain favorable aux appels à l'autoritarisme.

Les défis démocratiques mondiaux nécessitent des réponses internationales coordonnées qui allient la mobilisation nationale à une pression économique et politique sur les acteurs concernés. Les mouvements démocratiques doivent développer des réseaux de partage des connaissances, soutenir la création de coalitions transfrontalières et reconnaître que la santé démocratique locale influe sur la stabilité mondiale.

Les défis démocratiques actuels représentent à la fois des menaces sans précédent et des opportunités historiques de renouveau. Le succès passe par une action collective soutenue, une solidarité internationale et un engagement à construire des institutions démocratiques qui bénéficient à toutes les communautés tout en défendant les valeurs fondamentales face aux attaques autoritaires.



MOT D'OUVERTURE

Alexandria Maloney a ouvert la réunion en présentant la conférence mondiale de Kettering sur la démocratie comme une initiative institutionnelle prioritaire. Dans son discours d'ouverture, elle a souligné la volonté profonde de la Fondation Kettering de relever les défis démocratiques mondiaux et de rassembler divers acteurs, tant physiquement que virtuellement.

Cadre stratégique

Paloma Dallas a défini le cadre stratégique de la réunion en choisissant comme thème « Solidarité au-delà des frontières », thème qu'elle a présenté comme étant à la fois descriptif et normatif. La composition internationale des participants, parmi lesquels figuraient María Teresa Kumar et Steven Levitsky, membres seniors de Kettering, ainsi que les lauréats mondiaux Kettering 2025 originaires du Brésil, de Hongrie, du Kenya, de Serbie et d'Afrique du Sud, constituait une preuve concrète de cette approche transfrontalière. Paloma Dallas a souligné que cette représentation internationale n'était pas le fruit du hasard, mais le résultat d'une décision délibérée, arguant que les défis démocratiques contemporains sont des phénomènes interdépendants qui nécessitent des réponses internationales coordonnées.

Dallas a présenté un cadre diagnostique qui reconnaît l'accélération du recul démocratique dans le monde entier et identifie des éléments tactiques communs : la réduction systématique au silence des dissidents, le rétrécissement délibéré de l'espace public et les efforts coordonnés pour isoler ceux qui œuvrent en faveur du changement démocratique. Cependant, elle a nuancé cette sombre analyse en reconnaissant l'émergence de mouvements de résistance. Elle a notamment mis en avant les mouvements qui refusent de capituler et les coalitions qui se forment entre les communautés, les pays et les continents. Cette double reconnaissance de la menace et de la résistance a constitué la base analytique du programme de la journée.

Objectifs du programme

Les quatre objectifs principaux de la rencontre reflétaient à la fois des ambitions analytiques et pratiques : mettre en évidence les points communs entre les défis démocratiques dans les différentes régions, faciliter l'apprentissage mutuel à partir de contextes divers, catalyser les relations entre les acteurs de la démocratie, puis donner le courage et la solidarité indispensables aux participants engagés dans un travail difficile. Dallas a reconnu la force redoutable de la vague autoritaire mondiale actuelle, mais s'est dit convaincu que la demande populaire en faveur de la démocratie finirait



par l'emporter, une conviction fondée sur des exemples observables d'organisation et de résistance à l'échelle mondiale.

Grâce à un programme structuré, les participants sont passés d'une analyse générale à des stratégies pratiques, puis à une vision constructive. La réunion a débuté par un discours inaugural offrant une perspective mondiale, suivi de trois tables rondes consécutives consacrées à la résistance démocratique, à la création de coalitions transfrontalières et à l'élaboration de nouveaux modèles démocratiques axés sur l'appartenance, la responsabilité et la participation de tous. Ce cadre a permis à la réunion d'être à la fois diagnostique et constructive, visant à doter les participants d'une détermination renforcée et d'outils pratiques pour la défense et le renouveau de la démocratie.



MOT D'ORDRE : **RESTAURER L'IMAGINATION DÉMOCRATIQUE**

Ivan Vejvoda a ouvert les discussions par un discours inaugural qui a présenté son parcours personnel, offrant ainsi un point de vue unique sur les défis démocratiques contemporains. Né en Yougoslavie, il a été témoin direct de la dissolution d'une structure politique qui semblait immuable au sein de sept nations distinctes, puis a vécu sous la dictature de Slobodan Milošević, participé à des mouvements de résistance civique et, enfin, contribué à la lutte victorieuse menée pour rétablir la gouvernance démocratique en Serbie.

Le récit biographique de Vejvoda retrace plusieurs moments charnières de l'histoire démocratique moderne, de sa participation au soulèvement étudiant de 1968 à Paris à la chute du totalitarisme communiste en 1989. Ce parcours personnel illustre l'observation de l'historienne et philosophe Hannah Arendt selon laquelle « il faut s'attendre à l'inattendu », c'est-à-dire que des systèmes politiques qui semblent indestructibles peuvent s'effondrer du jour au lendemain. Elle démontre également qu'un engagement civique soutenu peut réussir à remettre en cause même les régimes autoritaires les plus enracinés.

La crise démocratique mondiale actuelle

Vejvoda replace les défis contemporains dans le contexte plus large des fluctuations historiques de la démocratie, affirmant que nous vivons actuellement ce qu'Arendt appelait « une période sombre ». L'invasion russe de l'Ukraine représente la crise géopolitique majeure de notre époque, car elle ne constitue pas seulement un conflit régional, mais une remise en cause fondamentale de l'ordre démocratique établi après la Seconde Guerre mondiale. Cette invasion est un test décisif pour déterminer si les nations démocratiques soutiendront efficacement les pays qui défendent leur souveraineté contre l'agression autoritaire.

Le discours inaugural a souligné que l'érosion de la démocratie est un phénomène mondial, qui oblige les citoyens à revoir les « apprentissages de la liberté » qu'Alexis de Tocqueville considérait comme essentiels à la vie démocratique. Vejvoda affirme que de nombreuses personnes vivant dans des démocraties consolidées ont commencé à traiter leurs droits et libertés comme de simples « éléments du quotidien », les considérant comme acquis tant qu'ils ne sont pas menacés. Ce relâchement a créé une situation idéale pour les mouvements autoritaires. Ils peuvent en effet exploiter le sentiment des citoyens selon lequel les institutions démocratiques perdureront naturellement sans qu'il soit nécessaire de les entretenir activement.



Cadre philosophique pour l'engagement démocratique

Inspiré de la théorie politique classique, Vejvoda présente la démocratie non pas comme un système statique, mais comme une pratique continue nécessitant un engagement civique constant. Les concepts de Machiavel de *vivere civile* (vie civique) et *vivere libero* (vie libre) fournissent les bases pour comprendre la démocratie comme un projet ambitieux plutôt que comme un état accompli. La tension entre *fortuna* (forces externes) et *virtù* (capacité d'action délibérée) devient centrale pour la survie de la démocratie. Si les citoyens ne peuvent pas contrôler toutes les circonstances, ils conservent le pouvoir de répondre efficacement aux défis.

Ces observations font une distinction nette entre gouvernance et démocratie, arguant que l'administration technocratique ne peut se substituer à une véritable souveraineté populaire. Vejvoda met l'accent sur les moments « We the People » (Nous, le peuple), ces périodes historiques où les citoyens affirment activement leur autorité souveraine, ce qui permet de comprendre à la fois le mouvement démocratique serbe et la résistance ukrainienne comme des expressions du principe démocratique plutôt que des préférences politiques.

La Serbie comme exemple contemporain

À partir de son récit, Vejvoda a présenté le mouvement démocratique en cours en Serbie comme un exemple de démocratie directe en action, comparant l'engagement civique serbe actuel à des moments historiques transformateurs tels que la Révolution française et la Commune de Paris. Le cas serbe démontre que même les pays qui suscitent peu d'attention au niveau international peuvent servir de laboratoires pour l'innovation démocratique. Ils fournissent des enseignements pratiques sur les mécanismes de l'engagement civique, la discipline non violente et la mobilisation populaire persistante.

Solidarité mondiale et Ukraine

Les exemples historiques de solidarité internationale constituent le fondement des arguments de Vejvoda sur la responsabilité contemporaine. Il évoque le soutien apporté par Lafayette et Thomas Paine à la Révolution américaine, ainsi que la participation de son père à la résistance antifasciste dans trois pays différents au cours des années 1930 et 1940. Ces exemples constituent des précédents pour les



citoyens qui soutiennent les luttes démocratiques au-delà de leurs frontières. L'ouvrage de Paine, *The Rights of Man*, a été particulièrement mis en avant pour avoir articulé le droit fondamental de résister à l'autorité dictatoriale.

Vejvoda plaide pour une compréhension des luttes démocratiques comme étant intrinsèquement interconnectées au-delà des frontières géographiques et culturelles, reliant l'Afrique du Sud au Kenya, à la Serbie, à l'Inde, à la Somalie, au Soudan, au Moyen-Orient et à l'Ukraine. Cette interconnexion signifie que le succès autoritaire dans une région encourage des mouvements similaires ailleurs. À l'inverse, les victoires démocratiques sont une source d'inspiration et de leçons pratiques pour les mouvements de résistance.

Pour conclure, il a attiré l'attention sur les efforts de résistance de l'Ukraine. Il a interpellé les partisans d'une négociation rapide de la paix et leur a demandé s'ils accepteraient l'invasion de leur propre pays. Qualifier la résistance ukrainienne de « bataille royale » qui définira les futurs accords de sécurité élève l'importance du conflit au-delà des préoccupations régionales, faisant du soutien continu à l'Ukraine non seulement un impératif moral, mais aussi une nécessité stratégique pour la sécurité démocratique mondiale. Vejvoda a terminé en invitant les sociétés démocratiques à reconnaître ce moment comme un tournant décisif, qui exige un choix actif plutôt qu'une observation passive. Il a souligné l'importance des défis actuels qui offrent aux citoyens l'occasion de redécouvrir leur capacité à façonner un avenir démocratique.



TABLE RONDE : **DÉMOCRATIE CONTRE AUTOCRATIE**

Maria J. Stephan a animé une table ronde réunissant Steven Levitsky et Gábor Scheiring, consacrée à l'autoritarisme contemporain et aux stratégies de résistance. La discussion a porté sur l'autoritarisme compétitif, une forme de gouvernance qui maintient les apparences démocratiques tout en affaiblissant systématiquement la concurrence démocratique.

Le manuel de l'autoritarisme moderne

Levitsky a présenté un cadre permettant de comprendre l'autoritarisme du XXI^e siècle, qui diffère considérablement des juntas militaires traditionnelles ou des régimes à parti unique. Les régimes autoritaires contemporains sont généralement dirigés par des gouvernements élus qui préservent les formes constitutionnelles tout en « faussant systématiquement les règles du jeu ». Plutôt que d'interdire l'opposition ou de suspendre les constitutions, ces régimes se livrent à une mainmise stratégique sur les institutions : ils évincent les fonctionnaires professionnels et remplissent les institutions étatiques de fidèles qui utilisent ensuite les organismes gouvernementaux comme des armes contre leurs rivaux politiques.

Le principal indicateur de l'autoritarisme compétitif est le coût de l'exercice des droits constitutionnels d'opposition. Dans les démocraties saines, les activités d'opposition légales, telles que la rédaction d'articles critiques, l'organisation de manifestations ou la candidature à des fonctions électives, devraient être relativement peu coûteuses. Sous l'autoritarisme compétitif, ces mêmes activités exposent les citoyens à des enquêtes, des audits, des harcèlements et des représailles. Levitsky affirme que lorsque les citoyens doivent « réfléchir à deux fois » avant de participer légalement à la vie politique, cela signifie qu'ils ne vivent plus dans un système pleinement démocratique. Il soutient que les États-Unis ont déjà franchi ce seuil et sont entrés dans une phase d'« autoritarisme compétitif modéré ».

L'étude de cas de la Hongrie

Scheiring a apporté des informations détaillées sur la transformation de la Hongrie sous Viktor Orbán. Immédiatement après les élections de 2010, Orbán a mis en œuvre une stratégie de « thérapie de choc » : des changements législatifs rapides et simultanés visant à paralyser les forces d'opposition. La Hongrie a procédé à une révision systématique de sa constitution, à des modifications du système électoral favorisant le parti au pouvoir et à une mainmise totale sur les médias grâce à une pression réglementaire délibérée et à l'achat de médias en difficulté par des



oligarques fidèles. Il a ensuite fait remarquer que si l'administration Orbán avait agi très rapidement, la deuxième administration Trump avait agi encore plus rapidement.

Scheiring a souligné que les institutions indépendantes avaient été prises en otage par des changements de personnel, les fidèles d'Orbán ayant été placés à des postes clés au sein du parquet, des agences de régulation et des organismes de supervision. Cette prise de contrôle institutionnelle totale signifiait que même les cas de corruption évidents ne pouvaient être efficacement enquêtés ou poursuivis, créant ainsi un système d'impunité pour les alliés du gouvernement tout en conservant l'apparence d'une procédure légale.

Au-delà des changements institutionnels, Scheiring a mis en évidence le « logiciel de l'illibéralisme » : des tactiques culturelles et psychologiques qui s'appuient fortement sur une politique fondée sur la peur, encourageant les populations majoritaires à craindre les immigrants et les minorités. Cette approche exploite les véritables inquiétudes économiques tout en redirigeant la colère vers des boucs émissaires plutôt que de s'attaquer aux causes profondes.

En outre, il a cité la manière dont la coopération commerciale internationale a permis la consolidation autoritaire en Hongrie. Les constructeurs automobiles allemands et d'autres investisseurs ont joué un rôle essentiel car ils ont accepté d'opérer dans des environnements marqués par la répression du travail et l'affaiblissement des syndicats. Ils ont ainsi créé une boucle de rétroaction dans laquelle les politiques autoritaires étaient récompensées par une augmentation des investissements étrangers.

Modèles mondiaux et stratégies de résistance

Levitsky a comparé la systématisation hongroise aux modèles latino-américains, soulignant que les variations régionales tendent à impliquer une mainmise moins systématique sur les institutions, mais un recours plus important à la corruption et aux incitations financières directes. Les pays à revenu intermédiaire, dont les institutions de la société civile sont plus faibles et la vulnérabilité économique plus grande, peuvent plus facilement récompenser la coopération et punir l'opposition par l'application sélective d'avantages et de sanctions.

Les participants ont souligné que pour réussir, la résistance nécessite une mobilisation massive et soutenue de divers secteurs par le biais de la non-coopération et de la désobéissance, comme les grèves des travailleurs, les boycotts des consommateurs, le refus des enseignants de se conformer aux directives autoritaires et le maintien des normes éthiques par les professionnels malgré les pressions. Les pays qui ont



récemment connu un régime autoritaire, comme l'Argentine, le Brésil, le Chili et la Corée du Sud, reconnaissent plus rapidement les menaces, tandis que les États-Unis n'ont pas de mémoire collective de l'autoritarisme, ce qui contribue à la croyance que « cela ne peut pas arriver ici ».

Le mouvement américain des droits civiques a été cité comme un précédent national pertinent, représentant une résistance non violente de masse réussie contre la gouvernance autoritaire au niveau infranational. Ce mouvement a démontré comment la non-coopération pouvait remettre en cause efficacement des systèmes bien établis. La non-coopération par le biais de sit-in dans les restaurants, le boycott des bus de Montgomery et les campagnes de désobéissance civile ont tous engendré des coûts insoutenables pour le maintien du contrôle autoritaire.

Échecs de la résistance des élites

Malgré des ressources sans précédent issues de la société civile, des centaines de milliardaires, de grandes entreprises et des universités bien financées, les élites américaines ont largement privilégié le confort à la résistance. Levitsky a fait remarquer que les personnes extrêmement riches, telles que Jeff Bezos, et les institutions comme Harvard devraient être en mesure de résister, contrairement aux universités publiques des pays plus pauvres. Il a attribué la réticence des élites au fait que les personnes riches s'habituent à leurs privilèges et ne veulent pas risquer de les perdre.

La discussion a révélé un apprentissage asymétrique entre les mouvements autoritaires et démocratiques, les dirigeants autoritaires partageant systématiquement leurs tactiques tandis que les mouvements démocratiques se sont révélés moins efficaces dans la création de réseaux internationaux. Selon Levitsky, il devrait être beaucoup plus difficile de fausser les règles du jeu aux États-Unis compte tenu de leurs ressources, mais « jusqu'à présent, cela a été étonnamment facile pour Trump », ce qui suggère que la société civile n'a pas été à la hauteur de son potentiel.

Implications stratégiques

Pour être efficaces, les stratégies de défense de la démocratie doivent à la fois répondre aux menaces immédiates et viser une réforme institutionnelle à long terme. Levitsky a fait remarquer que les défenseurs de la démocratie sont devenus « très conservateurs » dans leur volonté de préserver les institutions des XIXe et XXe siècles, ce qui est « bien mieux que la situation actuelle, mais clairement insuffisant ».



Il est nécessaire de renforcer la démocratie afin de lutter contre les inégalités économiques et l'aliénation politique qui constituent un terrain fertile pour les appels à l'autoritarisme. Cela passe par une vision transformatrice qui réponde aux revendications légitimes tout en préservant les principes démocratiques.

Session de questions-réponses

Le débat des experts s'est ensuite ouvert au public, avec des questions axées sur les difficultés pratiques de mise en œuvre, le rôle des différents acteurs dans les efforts de résistance et les enseignements tirés des mouvements démocratiques réussis à travers le monde.

Que pouvons-nous apprendre de la Hongrie et d'autres pays pour encourager les membres du parti autoritaire à faire preuve de courage et à défier ou à quitter leur parti, compte tenu de la consolidation du contrôle du Parti républicain par Trump ?

Levitsky a exprimé l'espoir que Trump puisse faire face à des obstacles si même une fraction des républicains prenait position, mais a noté que la prise de contrôle de Trump s'était produite très rapidement. La faction McCain qui existait lorsqu'il a écrit *How Democracies Die* il y a sept ans est aujourd'hui disparue. Levitsky a cité Richard Nixon comme exemple historique, mais a insisté sur le fait que les républicains n'avaient agi que lorsqu'il était déjà trop tard. Il a conclu qu'il était particulièrement difficile pour les partis de contraindre les présidents en exercice dans les démocraties présidentielles.

Scheiring a reconnu que ce scénario était idéal mais peu probable. Lorsqu'un style politique porte ses fruits sur le plan électoral, les membres du parti ont peu d'intérêt à s'y opposer. Plutôt que d'attendre des républicains qu'ils freinent les dirigeants illibéraux, il a recommandé de concentrer les énergies démocratiques sur la victoire électorale contre ces forces afin que la politique illibérale ne porte pas ses fruits sur le plan électoral.

Pourquoi les institutions qui possèdent le plus d'argent et de pouvoir juridique font-elles preuve du moins de courage, alors que les citoyens ordinaires en manifestent davantage ? Comment développer la solidarité nécessaire à l'action collective, en particulier dans une culture individualiste ?

Levitsky a exprimé sa déception face au fait que, malgré les ressources institutionnelles sans précédent dont dispose l'Amérique, les citoyens individuels ont fait preuve de plus de courage que les institutions puissantes. Il a fait remarquer



que la fortune de Jeff Bezos devrait lui donner les moyens d'être courageux, mais qu'il est « vraiment difficile d'être courageux quand on risque de perdre son jet privé ». Il a également évoqué la faiblesse du mouvement syndical américain et l'absence d'organisations capables de mener une action collective.

Scheiring a fait valoir que, historiquement, les plus grandes avancées de la démocratie sont venues de la mobilisation populaire contre la collusion entre les élites économiques et politiques. La démocratie n'a jamais été quelque chose que les élites ont donné au peuple, mais plutôt quelque chose qui a été exigé par ceux qui n'avaient rien à perdre. Il a conclu que les plus grands alliés des démocraties sont les masses organisées qui exigent la dignité et une démocratie inclusive.

Stephan a rappelé l'importance de la mobilisation de masse, citant des recherches montrant qu'aucun régime n'est resté au pouvoir lorsque 3,5 % de la population, soit environ 11 millions d'Américains, s'est engagé dans des manifestations actives. Elle a souligné qu'une résistance efficace implique de s'organiser au sein des groupes confessionnels, des syndicats et des entreprises afin de les préparer à une éventuelle non-coopération.

La pression mondiale a-t-elle donné lieu à des mouvements anti-autoritaires efficaces ? Quels sont les facteurs qui contribuent au succès des mouvements mondiaux, et cela est-il également possible aux États-Unis ?

Levitsky a décrit une période critique (du milieu des années 1980 au début des années 2000) où l'Occident libéral était la puissance mondiale dominante. Il a exercé une forte pression extérieure en faveur de la démocratie, ce qui a coïncidé avec la plus grande expansion de la démocratie de l'histoire. Cependant, avec la montée en puissance de la Chine et d'une Russie plus agressive, la domination occidentale libérale a disparu et a peu de chances de revenir.

Stephan a cité des exemples de réussite, notamment l'Afrique du Sud, le Chili, Solidarność en Pologne et la réaction de la Corée du Sud à la loi martiale. Elle a souligné que les campagnes réussies impliquent une mobilisation de masse utilisant diverses tactiques qui entraînent des changements de loyauté au sein des principaux piliers des régimes en place.

Étant donné que les institutions démocratiques américaines sont devenues « obsolètes », quelles pratiques proactives d'autres pays pourraient aider les États-Unis à être plus agressifs dans leurs réformes démocratiques positives ?

Scheiring a noté que les social-démocraties nordiques font mieux face aux défis autoritaires en raison de la faible inégalité et de la modération des élites économiques,



ce qui conduit les gens à faire confiance à la démocratie en tant que système qui fonctionne pour eux plutôt que comme un système détourné par les élites.

Levitsky a souligné le défi que représente la lutte contre les menaces autoritaires immédiates tout en construisant une démocratie plus légitime à long terme. Il a reconnu que les défenseurs de la démocratie sont devenus très conservateurs en se contentant de préserver les anciennes institutions, soulignant qu'il ne suffit clairement pas de restaurer la « démocratie de l'ère Obama ».



TABLE RONDE : **ORGANISATION TRANSFRONTALIÈRE**

Brad Rourke a animé une table ronde réunissant Elyssa Feder et Flávia Pellegrino, chargée d'examiner les stratégies pratiques visant à encourager l'action démocratique et à mettre en place des coalitions transfrontalières efficaces. Le débat portait initialement sur les moyens de favoriser le courage, puis s'est orienté vers les moyens de promouvoir l'action, notamment les approches concrètes en matière d'organisation et les modèles de collaboration internationale.

Développement des capacités collectives

Feder a souligné qu'une organisation efficace commence par aider les gens à comprendre qu'ils ne sont pas seuls dans leur lutte pour la démocratie. Plutôt que d'attendre un courage individuel, une organisation réussie crée une action collective grâce à une compréhension commune et un accompagnement pratique. Elle a fait valoir que la plupart des Américains partagent des valeurs communes (air pur, communautés sûres, bonnes écoles), mais qu'ils ont été induits en erreur et se sont battus les uns contre les autres au lieu de travailler ensemble vers des objectifs communs.

La clé pour inciter à l'action réside dans le soutien émotionnel et les outils pratiques. Feder a souligné que l'organisation rejette explicitement le message autoritaire selon lequel « votre liberté doit se faire au détriment de celle d'autrui ». Au contraire, elle démontre que la liberté collective nécessite un effort collaboratif. Cette approche s'appuie sur l'instinct universel de liberté, soulignant que l'autoritarisme « s'efforce tant de se protéger parce que nous avons tous l'instinct d'être libres ».

Création d'espaces sûrs propices à la collaboration

Pellegrino a souligné l'importance de créer des espaces sûrs et d'instaurer la confiance comme conditions préalables fondamentales à l'action démocratique. S'appuyant sur son expérience avec *Pacto pela Democracia* au Brésil, elle a insisté sur le fait que la démocratie est « essentiellement un effort collectif » qui nécessite des structures permettant à divers acteurs de mettre de côté leurs différences et de se concentrer sur des objectifs démocratiques communs.

Ce modèle montre comment des coalitions larges et transcendant les idéologies peuvent contrer efficacement les menaces autoritaires grâce à la mise en place d'infrastructures permettant une collaboration durable. Pellegrino a souligné que la création de ces coalitions nécessite une approche progressive. La mise en place de



relations aide à créer la confiance fondamentale nécessaire pour que les acteurs prennent des risques, maintiennent leur solidarité pendant les périodes difficiles et entreprennent des actions collaboratives plus complexes.

Création d'une coalition internationale

Le groupe d'experts a révélé plusieurs modèles efficaces de collaboration démocratique internationale : les coalitions électorales axées sur la défaite des candidats autoritaires, les alliances entre partis politiques pour la coordination des campagnes et les coalitions de la société civile pour la mise en place d'infrastructures démocratiques à long terme. La collaboration latino-américaine en est un exemple concret, les organisations du Pacto au Brésil partageant depuis sept ans leur expertise en matière de création de coalitions avec leurs homologues en Argentine, en Colombie et au Pérou. Cette collaboration se concentre sur les stratégies visant à établir des partenariats idéologiques et à créer des structures de collaboration durables.

Critique institutionnelle et réforme

Feder a proposé une évaluation nuancée des institutions pro-démocratiques, soulignant les développements positifs dans la collaboration intersectorielle tout en identifiant la rapidité et la tolérance au risque comme des faiblesses majeures. Si les institutions démontrent l'urgence des menaces démocratiques, elles peinent à traduire cette urgence en actions rapides. Elle a fait valoir qu'un travail démocratique efficace nécessite d'accepter des niveaux de risque plus élevés plutôt que de rechercher des investissements parfaitement stratégiques. Elle a critiqué la culture institutionnelle, qui se concentre trop sur des approches conservatrices et financièrement solides plutôt que de s'engager dans la menace démocratique, qui est une question de vie ou de mort.

La nécessité de rapprocher les secteurs traditionnellement séparés du mouvement et de la démocratie était un thème central. Feder a fait valoir que les institutions démocratiques doivent intégrer les principes d'organisation du mouvement afin de s'attaquer à l'une des causes profondes de la vulnérabilité démocratique : les institutions qui ne répondent pas aux besoins réels de la population. Cette intégration exige que les institutions démocratiques adoptent des principes d'organisation, tandis que les organisations du mouvement reconnaissent que leurs objectifs spécifiques dépendent de l'existence d'institutions démocratiques réactives.



Exécution pratique

Feder a mis au défi les acteurs institutionnels d'élaborer des plans d'organisation concrets pour faire face à d'éventuelles crises démocratiques, plutôt que de se contenter de stratégies de communication. Elle a souligné que les institutions doivent être prêtes à s'engager directement auprès des communautés et à mobiliser l'action publique, car une réponse efficace nécessite « plus qu'un simple communiqué de presse ». Cela implique de comprendre les principes d'organisation, de nouer des relations avec les partenaires communautaires et de développer une capacité de mobilisation rapide. Tous les acteurs institutionnels doivent se considérer comme des organisateurs plutôt que de considérer que la responsabilité de l'organisation incombe à quelqu'un d'autre.

Session de questions-réponses

L'accent mis par les experts sur les stratégies d'organisation pratiques et les modèles de collaboration internationale a suscité des questions de la part du public. Ces derniers souhaitaient savoir comment appliquer ces méthodes au sein des institutions existantes et comment étendre l'apprentissage transfrontalier. La discussion s'est ensuite orientée vers des exemples spécifiques d'intégration entre mouvement et démocratie, ainsi que vers des cas concrets de partage transnational des connaissances.

Que pensez-vous du potentiel organisationnel des jeunes élus, sachant que peu de dirigeants actuels possèdent les compétences organisationnelles avancées observées à l'époque des droits civiques ?

Feder a reconnu le profond scepticisme des jeunes à l'égard des institutions, en raison de leur expérience vécue des échecs institutionnels répétés. Elle a souligné l'importance de prendre leurs préoccupations au sérieux et de les aider à faire confiance aux institutions afin de pouvoir les réformer ou construire des alternatives. Feder a indiqué qu'elle était repartie plus optimiste d'une récente formation à Georgetown. Elle a constaté que les jeunes réagissaient positivement lorsqu'on les prenait au sérieux et qu'on leur donnait des outils pratiques pour s'organiser. Elle a souligné l'importance de reconnaître honnêtement que « les choses ont peut-être empiré », tout en donnant des exemples historiques et des conseils pratiques pour faire face aux problèmes.

Pellegrino a partagé l'expérience du Brésil avec les mouvements de rénovation politique qui ont réussi à faire élire de nouveaux dirigeants plus jeunes en 2018, mais



qui n'ont pas réussi à changer les pratiques politiques sous-jacentes. Elle a expliqué que changer le personnel sans changer les pratiques s'est avéré insuffisant. Les efforts se sont donc recentrés sur la transformation de la culture politique et l'écoute active des sentiments anti-establishment des jeunes afin de comprendre les racines de la méfiance politique.

Pouvez-vous donner des exemples concrets de progrès réalisés dans l'intégration des mouvements et des espaces démocratiques, ainsi que des exemples d'apprentissage transfrontalier spécifique qui ont modifié les stratégies d'organisation ?

Feder a rendu hommage à des organisations telles que Kettering, qui ont réuni différents secteurs pour une collaboration plus approfondie. Selon elle, les mouvements sont de plus en plus conscients qu'ils ne peuvent pas gagner sur des questions spécifiques telles que le climat ou l'immigration sans institutions démocratiques réactives, tandis que les organisations démocratiques comprennent leur besoin de compétences en matière d'organisation de mouvements. Elle a observé que ces secteurs ont eu des échanges concrets depuis qu'elle a rejoint le terrain en 2022.

Pellegrino a fourni un exemple détaillé d'apprentissage bidirectionnel entre la société civile brésilienne et américaine concernant l'intégrité des élections. Après avoir pris connaissance des efforts déployés par les États-Unis pour protéger les élections en 2020, elle a contacté toutes les personnes mentionnées dans l'article afin de connaître leurs stratégies, puis a adapté ces approches pour assurer le succès de la défense des élections brésiliennes en 2022. En 2023, des organisations américaines ont pris contact avec le Brésil afin de tirer les leçons de son expérience après la tentative de coup d'État du 8 janvier, créant ainsi une collaboration réciproque continue qui s'est depuis étendue à d'autres pays confrontés à des défis autoritaires similaires.



TABLE RONDE : **CONSTRUIRE UNE DÉMOCRATIE INCLUSIVE**

Paloma Dallas a animé une table ronde tournée vers l'avenir, à laquelle ont participé María Teresa Kumar, Koketso Moeti et Chris Muriithi (ils/elles). Le débat a porté sur les stratégies à mettre en œuvre pour construire une démocratie capable d'accueillir la différence plutôt que de simplement la tolérer. Il a également exploré les moyens de contrer la réaction mondiale hostile à l'inclusion et de renforcer les institutions démocratiques grâce à la diversité.

Le récit historique comme moyen de résistance

Muriithi a souligné le rôle fondamental des récits dans la construction de la démocratie africaine. En effet, selon lui, les traditions africaines considèrent la narration comme un mécanisme permettant aux communautés d'apprendre et d'imaginer leur avenir. L'organisation de Muriithi, Bold Network Africa, s'appuie sur cette tradition pour contrer les discours politiques nuisibles, en particulier l'affirmation selon laquelle « être queer n'est pas africain ». En revenant à l'histoire précoloniale, l'organisation remet en question la rhétorique autoritaire qui présente l'identité LGBTQ+ comme une influence étrangère.

Cette stratégie narrative va au-delà de la correction historique et s'étend à l'organisation contemporaine. Le réseau de 10 000 membres de Bold Network Africa à travers le Kenya utilise le récit personnel pour affirmer sa présence et son appartenance : « Nous existons. Voici mon histoire. Et je vais rester ici. » Cette approche démontre comment les récits historiques peuvent servir d'outils puissants pour résister aux tentatives autoritaires de délégitimer les communautés marginalisées par de fausses affirmations sur l'authenticité culturelle.

Le pouvoir du récit dans une démocratie inclusive

Kumar a identifié l'absence de récits convaincants sur la réalité multiculturelle des États-Unis comme une cause fondamentale des défis démocratiques actuels. Elle a noté que les Hispaniques américains nés aux États-Unis constituent le groupe démographique qui connaît la croissance la plus rapide et représentent un moteur essentiel de la croissance démographique continue des États-Unis au cours des deux dernières décennies. Cependant, l'absence de leadership articulant cette réalité multiculturelle, combinée à une inégalité économique massive, a créé des conditions dans lesquelles les démagogues pouvaient blâmer les nouveaux arrivants pour les problèmes systémiques.

Kumar a fourni des données démographiques frappantes illustrant la transformation générationnelle de l'Amérique. L'âge médian des Américains blancs est de 58 ans,



celui des Afro-Américains de 32-33 ans et celui des Latinos de 15 ans. Sa fille représente la génération Alpha, un groupe majoritairement minoritaire de jeunes biculturels qui définiront l'avenir du pays mais qui sont actuellement sous-représentés aux postes de direction. En dépit des promesses offertes par cette évolution démographique, elle a souligné que ces jeunes Américains sont confrontés à une marginalisation immédiate, « à peine franchi le seuil de leur porte ».

En outre, Kumar a cité les élections de mi-mandat de 2018 comme preuve de la puissance de la démocratie multiculturelle. Les Américains ont alors élu le Congrès le plus diversifié de l'histoire du pays, avec une représentation sans précédent des femmes, des autochtones, des personnes LGBTQ+, des jeunes et des anciens combattants. Elle a fait remarquer que ce Congrès « ressemblait pour la toute première fois à l'Amérique ». 300 lois ont été adoptées par la suite, traitant de l'immigration, des droits des personnes LGBTQ+, des salaires équitables et de la liberté reproductive. La leçon était claire : lorsque la démocratie reflète la diversité réelle présente aux États-Unis, elle produit des résultats qui répondent à l'ensemble des expériences et des besoins des Américains.

Inégalités et divisions artificielles

Moeti a identifié les inégalités comme la menace la plus importante qui pèse sur l'inclusion en Afrique du Sud. Elle a expliqué la manière dont les groupes d'autodéfense ciblent les migrants dans les établissements de santé publics. Elle a également décrit comment les personnes au pouvoir encouragent les conflits entre les communautés marginalisées au lieu d'exiger de meilleurs services. Un exemple concret est celui de l'opération Dudula, un groupe d'autodéfense xénophobe qui prévoyait de manifester contre les organisations soutenant les migrants, arguant qu'elles « volaient les ressources » des Sud-Africains. La réponse à cette menace a démontré le pouvoir de la création de coalitions inclusives, car des organisations progressistes, notamment Abahlali baseMjondolo, l'African Reclaimers Organisation et des organisations de commerçants de rue, se sont unies au-delà des clivages raciaux et sociaux pour défendre les institutions visées. Leur réponse unifiée a perturbé la stratégie du groupe haineux, qui a abandonné ses projets de manifestations.

Moeti a souligné que malgré les efforts des « élites, des puissantes entreprises et des provocateurs remplis de haine » pour encourager le désespoir, un changement transformateur reste possible. Forte de son expérience en tant que témoin de la naissance de la démocratie en Afrique du Sud en 1994, elle a raconté le soulèvement du Bophuthatswana, lorsque des enseignants, des marchands ambulants et des



citoyens ordinaires ont refusé de participer aux tentatives visant à empêcher le vote lors des premières élections démocratiques. La résistance s'est avérée si efficace que même l'armée du gouvernement du homeland s'est retournée contre le président et s'est jointe au peuple. Ce succès est le résultat de la combinaison d'une résistance interne et d'une pression internationale durable, notamment la campagne de boycott des produits sud-africains qui a duré 35 ans. Elle a souligné que de tels exemples existent partout dans le monde, du Guatemala à la Corée du Sud en passant par le Kenya, démontrant qu'« un monde différent est possible et qu'ensemble, nous pouvons l'imaginer et le construire ».

Mobilisation des jeunes et unité intersectorielle

Muriithi a commencé en disant : « Quelle époque pour les Kenyans ! » Il a décrit le mouvement transformateur de la génération Z au Kenya, qui a vu le jour en réponse aux augmentations d'impôts proposées en juin 2024. Les jeunes Kenyans, initialement désengagés politiquement, se sont mobilisés autour du slogan « We the people » (Nous, le peuple) pour s'opposer à un projet de loi financière qui aurait augmenté la fiscalité tout en supprimant des politiques avantageuses. La puissance du mouvement venait de sa nature inclusive : pour la première fois, des Kenyans queers ont défilé aux côtés d'autres citoyens sans être marginalisés, brandissant à la fois le drapeau kenyan et le drapeau arc-en-ciel vers le Parlement.

Le succès du mouvement repose en grande partie sur la prise de conscience historique des jeunes manifestants. Ceux-ci ont déclaré qu'ils étaient conscients du risque de mourir, mais qu'ils l'acceptaient car « nos ancêtres, les Mau Mau, les vétérans qui ont lutté contre le colonialisme, l'ont fait ». Ce lien avec l'histoire de la libération a permis une mobilisation durable qui s'est poursuivie au-delà de la manifestation initiale. Le mouvement a instauré une tradition annuelle consistant à descendre dans la rue pour rendre hommage aux personnes tuées et maintenir la pression en faveur d'un changement systémique.

Défis et opportunités aux États-Unis

Kumar a abordé les défis particuliers auxquels sont confrontées les communautés latino-américaines, soulignant que 17 millions des 65 millions de Latino-Américains vivant aux États-Unis appartiennent à des familles mixtes. Elle a comparé la réaction immédiate des gens face à l'interdiction d'entrée des musulmans sur le territoire américain, qui « se sont précipités vers l'aéroport le plus proche pour protester », au



silence relatif qui a entouré les opérations de l'ICE visant les travailleurs migrants et la séparation des familles. Cependant, Kumar a identifié des modèles émergents de solidarité locale, citant l'exemple d'un directeur d'école primaire dans le nord de l'État de New York qui a mobilisé sa communauté lorsque l'ICE a injustement détenu la famille d'un de ses élèves. Cela a entraîné le retour de la famille et prouvé que « la valeur collective américaine réside dans le fait de faire du bruit, de démontrer notre humanité et notre dignité, et de montrer que nous nous soucions des autres ».

Elle a également remis en question les perceptions courantes concernant l'engagement politique des jeunes, soulignant leur participation constante à des marches pour diverses causes au cours des 20 dernières années, malgré une instabilité et des inégalités sans précédent. Elle a décrit la collaboration intergénérationnelle fructueuse qui s'est mise en place pendant la pandémie, lorsque Voto Latino a organisé des appels Zoom qui ont réuni 2 000 à 3 000 participants, composés de jeunes Latinos et de personnes âgées blanches travaillant ensemble à la mobilisation des électeurs. Ces sessions ont donné lieu à de puissants moments de reconnaissance, les jeunes Latinos exprimant leur surprise que d'autres se soucient de leur participation. Cela suggère des possibilités de création de coalitions plus larges, au-delà des clivages démographiques.

Session de questions-réponses

Les stratégies de démocratie inclusive et les principes de conception universelle abordés par le groupe d'experts ont suscité des questions de la part du public sur les défis pratiques liés à la formation de coalitions, notamment le rôle complexe des communautés religieuses, l'impact de la technologie sur l'organisation et les implications stratégiques des compromis fondés sur les droits. La discussion a ensuite porté sur la manière dont ces cadres s'appliquent à des contextes institutionnels et militants spécifiques.

Comment gérer le double rôle de la religion, à la fois force majeure dans les luttes pour la liberté et outil utilisé comme arme pour favoriser l'exclusion et l'autoritarisme, en particulier compte tenu de l'influence du nationalisme chrétien blanc sur le mouvement MAGA ?

Kumar a souligné que le plus grand groupe américain parrainant des réfugiés est constitué de chrétiens blancs, suggérant ainsi des possibilités de rapprochement autour de valeurs communes. Elle a fait valoir que les mouvements progressistes ont négligé le rôle fondamental de la foi dans la formation de coalitions, soulignant que les évangéliques d'extrême droite ont « détourné le christianisme » pour se concentrer sur



la richesse matérielle plutôt que sur l'amour et la bienveillance. Kumar a également souligné l'importance des communautés religieuses et des chefs d'entreprise pour une démocratie florissante, arguant que la stabilité des marchés est essentielle à la stabilité démocratique.

Moeti a contesté l'affirmation de Kumar concernant la stabilité des marchés et a fait valoir que la logique néolibérale et l'accumulation massive de richesses sont précisément les raisons pour lesquelles les inégalités ont atteint leur niveau actuel. Elle a souligné que la paix sans justice ne peut fonctionner et que les gens aspirent à un avenir qui permette à l'humanité de prospérer collectivement plutôt que par l'accumulation massive de richesses par une minorité.

Muriithi a expliqué que dans le contexte africain, le christianisme a été introduit par les puissances coloniales pour diviser les communautés spirituelles et délégitimer les croyances indigènes. Ils ont noté que les groupes anti-droits en Afrique de l'Est sont largement financés par des chrétiens blancs, mais que les jeunes Kenyans reviennent à leurs racines spirituelles africaines et demandent des comptes aux dirigeants chrétiens. Récemment, des manifestations ont été organisées pour dénoncer les institutions qui ont échoué pendant les crises. Ces efforts de responsabilisation ont incité certains dirigeants chrétiens à reconnaître leurs échecs et leur responsabilité dans la lutte démocratique au sens large.

Comment appréhendez-vous le rôle de la technologie, qui permet à la fois une surveillance autocratique et une division algorithmique, et comment l'utilisez-vous pour favoriser l'inclusion et mobiliser la résistance ?

Moeti a répondu que les entreprises et les autocrates extrêmement riches du monde entier utilisent les plateformes numériques pour influencer l'opinion publique, mais a fait valoir que la technologie n'est ni bonne ni mauvaise en soi : c'est un outil dont l'ampleur s'est considérablement développée. Malgré les tentatives pour la contrôler, la sphère numérique a élargi l'espace civique. Elle a été détournée avec succès pour organiser la résistance, soulignant la nécessité d'une réglementation qui serve la société plutôt que les profits individuels.

Muriithi a décrit l'utilisation réussie des réseaux sociaux au Kenya pour coordonner les manifestations et mobiliser simultanément plusieurs villes. Lorsque le gouvernement a restreint l'accès aux données, les manifestants se sont adaptés au moyen de VPN, démontrant ainsi la résilience technologique et les effets positifs des réseaux sociaux pour lutter contre le régime autoritaire

Kumar a reconnu la sophistication croissante de la désinformation, mais a suggéré que cette crise peut offrir l'occasion de repenser les institutions du XXI^e siècle à l'aide



de la technologie. Elle a fait valoir que la destruction actuelle des institutions pourrait permettre de reconstruire des systèmes au service d'une démocratie multiculturelle plus efficace.

Comment concilier la nécessité de réduire les préjudices et de faire des compromis tout en protégeant les droits fondamentaux, en particulier lorsque des structures traitant de multiples questions poussent les défenseurs des droits des LGBTQ+ à faire des compromis sur les droits des personnes transgenres afin de renforcer les coalitions ?

Muriithi a fermement rejeté tout compromis sur les droits stratégiques et considéré que le fait de juger certains droits moins importants que d'autres « explique pourquoi nous en sommes arrivés là ». Ils ont plaidé en faveur d'une « démocratie 2.0 », où tout le monde est autour de la table. D'autres mouvements sollicitent désormais les conseils des organisateurs LGBTQ+ en matière de résistance durable.

Moeti a cité l'incendie de la tour Grenfell à Londres comme exemple de la manière dont une conception inclusive sauve des vies. L'absence d'aménagements pour les personnes à mobilité réduite dans le bâtiment a entraîné la mort d'un nombre disproportionné de personnes handicapées. Elle a souligné que la conception inclusive profite à tout le monde, notant que les rampes d'accès facilitent la vie des personnes en fauteuil roulant et des parents avec des poussettes. Enfin, elle a proposé un cadre solide pour une démocratie inclusive : « Lorsque nous sommes inclusifs, nous sommes tous gagnants. Peu importe que vous pensiez que tout va bien et que vous n'en avez pas besoin pour le moment, car vous en aurez besoin un jour. Et même si ce n'est pas le cas pour vous, ce sera le cas pour ceux que vous aimez. Et vous ne pourrez jamais vous épanouir dans une société où vous êtes le seul à aller bien et où personne autour de vous ne va bien. »



MOT DE **CONCLUSION**

Sharon L. Davies a prononcé le discours de clôture, qualifiant la période actuelle de « combat de notre vie » pour la préservation de la démocratie. Elle a insisté sur le fait que l'action collective est un élément essentiel pour défendre la gouvernance démocratique aux États-Unis et dans le monde entier.

Davies a qualifié le moment actuel d'historique, soulignant la nature interdépendante des luttes démocratiques mondiales, les développements aux États-Unis ayant des implications à l'échelle mondiale. Elle s'est dite particulièrement préoccupée par la sous-estimation de la gravité des menaces actuelles et a mis en garde contre le schéma observé dans les pays où un recul démocratique s'est produit. Les spécialistes rapportent régulièrement avoir pris conscience de la gravité de ces menaces trop tard pour pouvoir y répondre efficacement.

Inspirée par le commentaire précédent de Chris Muriithi, « Quelle époque pour les Kenyans », Davies s'est interrogée sur « Quelle époque pour les Américains » engagés dans la défense des systèmes de gouvernance choisis. Elle a souligné que si les enjeux pour la démocratie « ne pouvaient être plus importants », la volonté et la résistance correspondantes face aux menaces autocratiques doivent être à la hauteur de cette urgence, grâce à des efforts coordonnés plutôt qu'individuels.

Appel à l'action

Davies a conclu en soulignant l'engagement de la Fondation Kettering à continuer de faciliter les réunions publiques et privées et en invitant directement les participants à se joindre aux actions collaboratives durables. Elle a souligné que la préservation efficace de la démocratie nécessite un soutien institutionnel continu plutôt qu'un engagement ponctuel. Sa déclaration finale appelait chacun d'entre nous à être « fiers d'être américains, fiers de notre démocratie et déterminés à la préserver ».



www.kettering.com

